Nouvelles locales du vendredi 28 juin 2013

@rib News, 28/06/2013 Les nouvelles locales de ce 28 juin 2013 ont été mises sur les ondes d'une synergie composée de six radios locales, à savoir RTR, RPA, RSF Bonesha FM, Radio C.C.I.B FM+, Isanganiro et Radio Rema FM. Le seul point traité ce jour était la question en rapport avec le système d'écoles fondamentales. Les éditorialistes sont demandeurs pourquoi ce système ne peut pas commencer par la première année primaire. Ils ont constaté qu'il y aura surcharge puisque les cours sont classés en quatre domaines dont chacun comprend un nombre variable de cours. Les enseignants n'ont pas la qualification requise pour tenir de telles classes et enseigner ces cours en même temps. Au point de vue matériel, les livres et les salles de classe ne sont pas encore disponibles. Selon cette synergie, l'intelligence des enfants burundais va en pâtir alors qu'ils étaient parmi les meilleurs de la sous-région et même d'Afrique. Tout affirmant la nécessité de ce programme, ils demandent d'aller lentement et sûrement.

- Dans la province de Bururi, plus de 300 salles de classe ont été construites et plus de 300 autres sont en train d'être construites. Selon le Gouverneur de cette province, la commune de Rumonge vient en tête avec plus de 130 salles de classe déjà construites alors que la commune de Rutovu occupe la dernière place avec 8 salles seulement. Même les salles en construction devront accuser un manque de matériel de construction comme le ciment, les tôles et le fer à béton. Pourtant, cette autorité rassure que tout ira bien. Les parents quant à eux n'y croient pas et certains enseignants aussi qui ne sont pas qualifiés pour enseigner dans ce nouveau système. Le Directeur provincial de l'enseignement dans cette province rassure lui aussi que les choses iront bien. - Les autorités éducatives de la province de Ruyigi font savoir eux aussi que les préparatifs vont bon train dans cette province. Selon le Directeur de cette province scolaire, malgré le manque de bancs pour les équiper, les salles seront au complet au début de l'année scolaire prochaine au mois de septembre et les livres ne manqueront pas. Il ajoute que le Fonds Commun pour l'Education leur a promis de construire 9 salles de classes par commune de cette province. Les parents disent aussi ne pas comprendre le système et affirment qu'ils paient toujours de l'argent sans toutefois connaître ce qui se passe. Ils demandent au Gouvernement de leur expliquer ce dont il s'agit. - La province scolaire de Bubanza souffre elle aussi du manque de matériel. Mais, les autorités rassurent qu'il n'y aura pas de problèmes et font savoir qu'ils vont percevoir une somme de 5.000FBu par ménage, tout en affirmant que ce travail n'est pas du tout facile suite à la pauvreté de la population. Elles ajoutent aussi qu'ils vont chercher des salles de classe pour héberger. La commune de Musigati vient en tête dans l'avancement des préparatifs. - Les autorités du ministère de l'Enseignement de base et secondaire font savoir que les choses vont bien se passer. Selon la chargée de la communication au sein de ce ministère, le système ne vient pas pour punir certains et sauver d'autres. Anatolie Singirankabo trouve que des cas de redoublement existeront toujours. Quant à la question du matériel scolaire, elle précise que les services habilités sont à pied d'œuvre pour résoudre la question en multipliant les livres nécessaires. Quant aux enseignants, elle précise qu'ils ont déjà subi des séances introductives de renforcement des capacités et une autre séance aura bien lieu dans les mois de juillet et août pendant les vacances afin de leur expliquer en long et en large la méthodologie à suivre avec le matériel didactique. - Le parti Sahwanya-Frodebu rappelle que Ndayaye Melchior avait un projet de cette école fondamentale pour aider les citoyens qui chôment. Selon le vice-président de ce parti, le Burundi veut entrer dans une manœuvre préparatoire dans un système nouveau avec des pays qui n'ont pas les mêmes problèmes en matière d'éducation. Frédéric Bamvuginyumvirin fait savoir que les projets du Gouvernement sont des projets de toute la population. Il demande la tenue des états généraux de l'Education où toute personne concernée devra s'exprimer afin de dégager des solutions durables et profitables dans le monde. - Selon un expert en matière d'éducation, le système de l'école fondamentale vient remettre en cause l'éducation et la formation des enfants du petit peuple. Selon le professeur Paul Nkuzimana, en même temps président du parti des travailleurs PTD Twungurunani, les citoyens qui ne pourront pas continuer après la 9^{ème} sera contraint de rentrer à la maison et va commencer le chômage au bas âge. Ainsi, ceux qui ont des moyens vont étudier dans le domaine privé ou à l'étranger du pays. Selon lui, la catégorie des chômeurs va augmenter. Il demande tout simplement que ce système soit abandonné. - L'association militant pour la formation de tout enfant burundais estime que le gouvernement burundais n'a pas consulté les personnes concernées par l'introduction de ce nouveau système important et bénéfique. Selon le président de l'association à Bafashe bige, les enseignants ne vont pas dispenser des cours à leur charge puisqu'ils ne seront pas bien formés dans toutes les matières. Donatien Nzosaba trouve qu'une semaine de formation même intense ne va pas permettre aux enseignants de dispenser des cours tout à fait nouveaux pour eux. - Selon le conseiller au ministère de l'Enseignement de base et secondaire, le système est bénéfique pour la population en général et pour les citoyens en particulier. Antoine Mivuba trouve pourtant qu'il serait plus bénéfique si le Gouvernement faisait d'abord des enquêtes pour estimer les conséquences de ce système. Selon lui, le système est conçu par des bureaucrates alors que les réalités sur terrain peuvent tout à fait être contraires et cela va causer de nombreuses problèmes lors de la mise en action du système. Il constate aussi qu'il devrait y avoir préalablement des séances d'explication aux directeurs, enseignants et parents ce qui est de ce nouveau système auquel ils n'étaient habitués. - Les associations des parents citoyens et coliers constatent elles aussi que le système est bon mais, qu'il devrait être minutieusement préparé pour donner plus de résultats positifs. Selon le président de cette association, le bien fondé de ce système peut être bon mais, les parents et les enseignants peuvent l'ignorer. Saverin Nyamuyenzi trouve qu'il était préférable de mener des séances d'explication afin que chacun puisse donner sa contribution au système qu'il comprend déjà. - L'association des écoles privées estime quant à elle qu'elle a été créée à cause du système de l'école fondamentale. Selon le président de cette association, ils ne sont pas en train de s'y préparer. Nkunduwiga trouve que les moyens pour faire face à la situation ne sont pas du tout suffisants et les livres manquent aussi. Il affirme qu'ils ont dressé des questions et inquiétudes auxquelles ils n'ont pas reçu de réponse. Il trouve qu'il devrait y avoir des écoles pilotes pour commencer et tester ce système afin de l'adopter dans d'autres écoles après avoir constaté les premiers résultats. - Le syndicat STEB estime quant à lui que ce système me est appréciable. Eularie

Nibizi constate toutefois que les prÃ©paratifs ne sont pas du tout suffisants. Elle trouve Ã©galement que ce n'est pas une loi Ã respecter comme telle et qu'il faut dialoguer pour trouver un terrain d'entente. Selon elle, le gouvernement doit Ã©couter les autres partenaires afin de mettre sur pied une politique soutenue. Elle dÃ©ploie en outre le fait que ce systÃ©me est plus collÃ© au prÃ©sident de la RÃ©publique qu'au gouvernement.